

**Répression des syndicats autonomes algériens,  
la chasse aux sorcières continue:  
Le SNAP et le SNATEG dans la ligne de mire du pouvoir**

Le Syndicat National Autonome des Postiers (SNAP) créé en 2013 à la suite d'une grève victorieuse dans le secteur, est aujourd'hui attaqué en la personne de son président Mourad Nekkache. Depuis sa création, le syndicat n'a jamais obtenu son agrément de la part du ministère, au mépris des lois algériennes et des conventions internationales. A la suite d'une conférence de presse publique, dénonçant notamment cet état de fait, il a été suspendu par son administration le 31 juillet 2014. Mourad Nekkache est passé en conseil de discipline le 21 août et un sit-in a été organisé devant la direction de la poste de Boumèrdes. A ce jour, nous attendons encore les « conclusions » de ce conseil qui s'est avéré être une parodie intégralement à charge de M. Nekkache.

Le syndicat autonome du groupe Sonelgaz (SNATEG) est également dans le collimateur. Sonelgaz est un pilier de l'économie algérienne, c'est donc un secteur très sensible et aux forts enjeux pour le pouvoir. Le 17 juillet, Ammar Khodja, chargé de communication au sein du bureau exécutif du SNATEG, est licencié pour avoir rédigé un communiqué de presse traitant d'un arrêt de travail sur le site de Boumèrdes. Le mouvement visait à dénoncer le licenciement abusif d'un travailleur du site. Le 2 août, également, M. Boukhalfa, président et fondateur du syndicat a été révoqué pour appartenance à un syndicat « illégal » c'est-à-dire non reconnu. Le Snateg a également fait les démarches légales pour obtenir un agrément, le syndicat remplit tous les critères, mais comme pour le Snap, le pouvoir bafoue la loi en trouvant tous les prétextes les plus fallacieux pour ne pas accorder cet agrément.

Nous constatons donc, une fois de plus, que le pouvoir algérien :

- bafoue les lois et conventions internationales relatives au droit du travail
- piétine encore et toujours la liberté d'expression de celles et ceux qui ne lui obéissent pas au doigt et à l'œil et, donc, brime les libertés des citoyens
- continue en général à harceler les syndicats autonomes par tous les moyens les plus pervers

En conséquence, le Réseau International de Solidarité et de Luttés condamne fermement ces abus intolérables. Le pouvoir algérien doit savoir que le monde le regarde et que partout la solidarité s'exprime contre ceux et celles qu'il réprime.

Stéphane Enjalran,

pour le secrétariat national de l'union syndicale Solidaires